ARRETE N° ………………………………………

**DE PRISE EN COMPTE DE L’ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DURANT UNE PÉRIODE DE DISPONIBILITÉ POUR CONVENANCES PERSONNELLES** *(ou autre disponibilité, à adapter)*

M/Mme …………………………………….......

**Logo Collectivité**

Grade ……………………………………………

*(Modèle mis à jour en janvier 2025)*

*Ce modèle est à utiliser lorsque l’agent fournit les pièces justificatives annuelles (ou à date de réintégration) pendant un des motifs de disponibilités concernées*

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret nº 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé et de présence parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration, notamment ses articles 25-1 et 25-2,

Vu le décret … du … modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(à adapter)*,

Vu le décret … du … modifié fixant l’échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois des … *(à adapter)*,

VU l’arrêté n° … en date du … plaçant M *(Mme)* … en position de disponibilité pour … *(préciser le motif de la disponibilité)* à compter du … jusqu’au …,

VU l’arrêté n° … en date du … renouvelant la période de disponibilité pour … *(préciser le motif de la disponibilité)* de M *(Mme)* … pour une durée de …… *(le cas échéant)*

VU l’arrêté ministériel du 19 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l’avancement dans la fonction publique territoriale,

Vu l’arrêté n° … en date du … fixant la dernière situation administrative de l’agent, au grade de … au … échelon, IB…IM…, ancienneté de …………………,

Considérant que l’agent a justifié d’une activité professionnelle durant cette période de disponibilité correspondant à  ………………………………,

Considérant que cette activité professionnelle permet une prise en compte de ……………………. d’ancienneté,

**ARRETE**

# ARTICLE 1 :

A compter du …, M *(Mme)* ……………… *(prénom, nom de jeune fille)*, né*(e)* le …..…, est classé*(e)* au ….. échelon, indice brut … , indice majoré ….., avec un reliquat de ……………………

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :